

Initiative du service citoyen: une mauvaise idée !



USMG
Union des sociétés
militaires genevoises

Le 30 novembre 2025, il s'agira de se prononcer sur une nouvelle initiative concernant l'obligation de servir. Après plusieurs utopies de gauche, voici une utopie libérale. Celle-ci ne répond pas aux défis actuels ou à venir en matière de sécurité.

Feuillet d'information

04.11.2025

info@usmg.ch

1. L'obligation de servir et le système de milice font l'objet d'un large consensus dans le pays. En 2003, le peuple les a plébiscités avec 73% de oui.

2. Plusieurs milieux politiques, à l'instar du Chef de l'Armée, se sont dits favorables à une réforme du système, notamment en ce qui concerne le service militaire pour les femmes, à des conditions et un encadrement plus strict pour le service civil, et pour permettre des services volontaires, au-delà des obligations actuelles. Toutefois, les discussions sont complexes et s'éternisent depuis des décennies, révélant de nombreux intérêts politiques ou particuliers.

3. L'initiative « service citoyen » vise à instaurer une obligation généralisée pour l'ensemble de la population suisse, voire résidente, afin d'éviter de graves discriminations. Paradoxalement, l'initiative introduit toutefois un « libre choix » entre différents

types de service. Ce libre choix rend l'organisation et la planification complexes, bureaucratiques, coûteuses et peu fiables.

4. L'armée, les associations et les entreprises recherchent souvent des profils similaires. La formation militaire et celle civile sont particulièrement valorisées, alors que l'encadrement au service civil est déficient, voire inexistant.

6. Actuellement, quelque 35 000 Suisses sont astreints chaque année au service militaire ou à la protection civile. Ce nombre est avant tout limité par le taux d'aptitude au service, qui s'élève actuellement à environ 80%. L'initiative aurait cependant pour effet d'en réquisitionner le double, ce qui impliquerait de trouver des occupations pour ceux qui ne seraient pas affectés à des tâches liées à la sécurité.

5. Une obligation de servir généralisée à l'ensemble de la

population impliquerait ainsi le recrutement et le traitement administratif de plus de 64 000 jeunes de nationalité suisse, ou plus de 83 000 personnes en incluant les étrangers (source : OFS, 2024).

8. Le slogan de l'initiative « pourquoi seulement la moitié ? » est trompeur, car l'armée ne recevrait pas nécessairement davantage de moyens, mais devrait en effet utiliser son budget pour recruter, administrer et équiper un plus grand nombre de personnels, ce qui impliquerait des coûts supplémentaires et empêcherait toute réforme, acquisition ou amélioration de notre politique de sécurité.

9. D'autres réformes et modèles de service sont en discussion, pour garantir l'alimentation de l'armée et de la protection civile, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Prise de position

Dans la pratique, ni l'armée, ni le service civil, ni les autres organisations ne peuvent absorber un doublement de leurs effectifs dans les 2 à 5 prochaines années. Cela créerait une bureaucratie considérable, entraînerait des surcoûts importants et provoquerait une baisse qualitative importante sans aucun bénéfice pour la sécurité. Il faudrait alors réduire la durée du service, l'encadrement, la formation, la qualité, les performances, ou le nombre de personnes incorporées.

Cette initiative repose sur une conception philosophiquement erronée et aurait par ailleurs des conséquences désastreuses pour l'économie.

Comment puis-je agir ?

Au-delà de l'utopie qu'elle promet, l'astreinte d'un « service citoyen » à l'ensemble de la population revient à instaurer un « libre choix de payer la taxe d'exemption ». Cela produit bien finalement une utopie libérale d'une société à deux vitesses, dans laquelle certains préféreront payer pour ne pas avoir à servir.



L'Union des sociétés militaires genevoises (USMG) a pour objectif de soutenir les différents projets liés à la sécurité et à la Défense, de promouvoir activement l'armée de milice et d'informer sur les enjeux sécuritaires actuels.

Contact

USMG - 1200 Genève

info@usmg.ch